

*Servir un jour, servir toujours : la collaboration des femmes vétérans
de la Première Guerre mondiale à l'édification de l'État-providence canadien*

Complétant actuellement un programme de maîtrise en histoire à l'Université de Moncton, je vais amorcer à l'automne 2005 un doctorat en histoire à l'Université d'Ottawa. Réalisée à partir des journaux personnels et des mémoires rédigés par onze infirmières militaires canadiennes, ma thèse de maîtrise, que vous avez généreusement subventionnée, a permis d'éclairer le rôle des infirmières canadiennes de la Grande Guerre et les représentations qu'elles se sont faites d'elles-mêmes et de la guerre. La première partie de l'analyse a élucidé le travail réalisé par les infirmières militaires sur le front ouest, sur le front méditerranéen et sur le front est durant la guerre. Quant à la deuxième partie, elle constitue une innovation dans les champs d'histoire des femmes et de la guerre au Canada, analysant l'impact des représentations dans l'élaboration du discours des infirmières militaires canadiennes. En effet, cette recherche a su montrer que les récits rédigés par les infirmières, pendant et après l'expérience de guerre, sont empreints des représentations sociales par rapport aux femmes au début du XX^e siècle, des représentations par rapport aux infirmières et des représentations de la guerre tel qu'intégrées par ces nouvelles militaires. Ces représentations, qui s'entrecroisent à des degrés divers, témoignent d'une vision de la société et de la guerre que le soldat, l'homme politique ou le militaire n'a pu partager dans son intégralité.

Ma maîtrise m'a aussi permis de réaliser, fait étonnant, que les infirmières militaires du corpus étudié ne se définissent historiquement que par leur contribution à la Première Guerre mondiale. De retour au Canada, elles replongent dans la masse des anonymes. Pourtant, à leur arrivée au pays, les infirmières canadiennes ont des choix cruciaux à faire. Le mariage et la maternité? Le retour à l'hôpital ou en service privé? Si certaines choisissent l'une ou l'autre de ces options, d'autres décident de réorienter leur carrière ou de s'engager dans des organismes sociaux et des associations professionnelles.

J'entreprends donc mon doctorat, en septembre 2005, déterminée à comprendre pourquoi la trajectoire socioprofessionnelle de ces femmes dans l'entre-deux-guerres est passée par la trappe de l'histoire. Spécialiste en histoire des femmes, en histoire du Canada et en histoire de la médecine, le département d'histoire de l'Université d'Ottawa est le lieu tout désigné pour poursuivre mes études doctorales. Ma thèse sera supervisée par Professeur Ruby Heap, spécialiste en histoire des femmes et des professions au Canada au 19^e et au 20^e siècles.

Portée et objectifs de la thèse de doctorat

Depuis deux décennies, l'État-providence est au cœur du débat de société. Récemment, des auteurs de différentes nationalités [Brown, Catrice-Lorey, Crew, Edsforth, Manski et Garfinkel] ont remis en question les objectifs et la qualité des interventions socio-économiques de l'État, parlant même de « crise » de l'État-providence [Rosanvallon]. À l'avant-plan des préoccupations sociétales, les chercheurs retournent fréquemment jusqu'à la mise en place de l'État-providence pour en discerner les orientations et les défaillances.

Au Canada, la période de l'entre-deux-guerres, point tournant dans l'élaboration des politiques sociales, a donné lieu à de nombreuses recherches, empruntant notamment des thématiques d'histoire politique et économique [Johnson]. Les historiens se sont

intéressés, principalement, aux mesures adoptées par les gouvernements pour assurer une certaine sécurité sociale [Guest, Keshen et Blake, Marshall]. Cependant, les législations adoptées ne peuvent être examinées à l'écart des mouvements sociaux plus larges et de l'opinion publique, puisqu'elles sont le résultat d'alliances entre les classes et les genres [Ursell]. Pour démystifier les acteurs qui sont au cœur de ces alliances, il faut perspicacité et persévérance puisque la dynamique entourant la mise en œuvre des programmes sociaux ne s'est pas limitée à ceux qui les ont instaurés. Au Canada, si les femmes n'ont pas pris la plume pour approuver les législations, elles ont participé, de différentes façons, à l'élaboration et à la mise en place de l'État-providence canadien [Christie]. Pourtant, cette période a longtemps été considérée comme une ère de désengagement politique pour les femmes, qui auraient modéré leurs activités après l'obtention du droit de vote [Boyer, Strong-Boag]. Des études historiques récentes ont réfuté de tels arguments et avancé que les Canadiennes ont été très actives autant sur le plan politique que social après la Première Guerre mondiale [MacIvor, McCormack, Sangster, Vickers].

En examinant le parcours socioprofessionnel et collectif des infirmières vétérans de la Première Guerre mondiale nous allons éclairer le large réseau social établi entre 1920 et 1940, par lequel les femmes participent à l'élaboration et à la mise en œuvre de l'État-providence canadien. Ce groupe de femmes constitue la lentille à travers laquelle nous allons démontrer que l'entre-deux-guerres ne fut pas une période d'inertie ou de recul dans l'histoire des femmes au Canada.

Pour comprendre la portée de l'implication sociale des femmes vétérans de la Grande Guerre, il faut emprunter à la prosopographie. Suivant les trois étapes de la méthode historique liée aux études prosopographiques, nous allons délimiter, premièrement, le groupe social qui fera l'objet d'étude. Les dossiers militaires des infirmières vétérans, localisés aux Archives nationales du Canada (ANC), serviront à construire une base de données contenant le profil socioprofessionnel (âge, naissance, cursus scolaire, profession, etc.) des 2000 infirmières militaires qui ont servi outre-mer. Puis, il faudra repérer et analyser les biographies de ces femmes, en insistant sur leur trajectoire. Une étude menée dans les catalogues archivistiques canadiens a permis de retracer le parcours d'une cinquantaine d'infirmières vétérans et atteste de leur intégration aux réseaux sociaux et de leur participation à l'édification de l'État-providence canadien. Ce cadre méthodologique nous permettra de saisir la manière dont la trajectoire associative a conduit de nombreuses femmes à jouer un rôle dans la modernisation de l'État canadien [Topolov]. Une recherche préliminaire témoigne déjà de pistes à suivre. En effet, trois domaines d'implications socioprofessionnelles ressortent : les associations professionnelles et organisations sociales, la santé publique ainsi que le travail social. Ces trois domaines, interreliés, forment un réseau social largement contrôlé par les femmes.

Pour mieux connaître l'après-guerre des infirmières canadiennes, il faudra poursuivre l'exploration des fonds privés des centres archivistiques canadiens [Alberta Association of Registered Nurses (Canadian Nurses of World War I: Oral History Programme fonds) ; Burlington Historical Society (Information regarding Military Nurses of Canada), etc.] et les fonds de l'Association des infirmières militaires du Canada [ANC, R9986-0-1-E] et de l'Association des infirmières militaires qui ont servi outre-mer [ANC, R9986-3-7-E]. Pour déterminer l'engagement des infirmières vétérans auprès des associations professionnelles et des organismes sociaux, nous devons examiner les dossiers

associations pancanadiennes entre 1920 et 1940 [*Conseil National des Femmes du Canada* [R7584-0-0-E], *Croix-Rouge canadienne*, *Club des Femmes professionnelles du Canada*, *Association canadienne des infirmières* et *Association canadienne des travailleurs et travailleuses sociaux*]. Finalement, afin d'évaluer les positions détenues par les femmes vétérans au sein des agences gouvernementales, il faudra aussi dépouiller les fonds d'archives du ministère de la Santé publique pour la période de 1920 à 1940 [ANC, National Health and Welfare (R227-0-6-E)].

Axée sur l'expérience socioprofessionnelle des infirmières vétérans de la Grande Guerre et sur leur implication dans la société de l'entre-deux-guerres, cette étude va contribuer à une meilleure connaissance du rôle des femmes dans l'élaboration et la mise en place de l'État-providence canadien. S'il est reconnu depuis plusieurs décennies que l'État-providence canadien a émergé durant une période de renforcement des droits des citoyens masculins, certaines pièces du casse-tête manquent pour reconstituer le rôle des femmes dans l'édification de ce projet national. Ces morceaux d'histoire, ces vies de femmes, sont disponibles et n'attendent qu'à être analysés pour que la lumière soit faite, une fois pour toutes, sur l'implication des Canadiennes dans l'édification de l'État-providence.

BIBLIOGRAPHIE

- Boyer, Kate, « Place and the politics of virtue: Clerical work, corporate anxiety, and changing meanings of public womanhood in early twentieth-century Montreal », *Gender, Place & Culture*, vol. 5, no 3, 1988, p. 261-275.
- Brown, John, *The British welfare state: a critical history*, Oxford, Blackwell, 1995.
- Catrice-Lorey, Antoinette, « L'État social en France : genèse et évolution d'un modèle institutionnel (1920-1996) », dans *Un siècle de protection sociale en Europe*, Paris, Association pour l'étude de l'histoire de la sécurité sociale, 2001, p. 59-90.
- Christie, Nancy, *Engendering the state: family, work, and welfare in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2000.
- Crew, David, « German Socialism, the State and Family Policy, 1918-33 » *Continuity and Change*, vol. 1, no 2, 1986, p. 235-264.
- Edsforth, Ronald, *The New Deal: America's Response to the Great Depression*, Oxford, Blackwell, 2000.
- Guest, Dennis, *Histoire de la sécurité sociale au Canada*, Montréal, Boréal, 1993.
- Johnson, A. et al., *Continuities and Discontinuities: the Political Economy of Social Welfare and Labour Market Policy in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1994.
- Keshen, Jeff et Blake, Raymond (éds.), *Social welfare policy in Canada: historical reading*, Toronto, Copp Clark, 1995.
- MacIvor, Heather, *Women and Politics in Canada*, Peterborough, Broadview Press, 1996.
- Manski, Charles et Garfinkel, Irwin (éds.), *Evaluating Welfare and Training Programs*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1992.

- Marshall, D., *Aux origines sociales de l'État-providence*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1997.
- McCormack, Thelma, « *Politics and the Hidden Injuries of Gender: Feminism and the Making of the Welfare State, The CRIAW Papers* », no 28, Ottawa, CRIAW, 1991.
- Rosanvallon, Pierre, *La Crise de l'État-providence*, Paris, Le Seuil, 1981.
- Sangster, Joan, *Earning Respect: The Lives of Working Women in Small-Town Ontario, 1920-1960*, Toronto, Toronto University Press, 1995.
- Strong-Boag, Veronica, « *Janey Canuck* »: *Women in Canada 1919-1939* », Ottawa, The Canadian Historical Association, 1994.
- Ursel, Jane, *Private Lives, Public Policy: One Hundred Years of State Intervention in the Family*, Toronto, Women's Press, 1992.
- Vickers, Jill, « *Feminist Approaches to Women in Politics* », dans Kealey, Linda et Sangster, Joan (éds.), *Beyond the Vote: Canadian Women and Politics*, Toronto, University of Toronto Press, 1989, p.16-35.